

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur: Frédéric Aimard - 30 septembre 2024 - 1,50 €

N° 103

La chasse aux ministres

Est-ce pour donner plus d'objectifs aux coupeurs de têtes ministérielles? Toujours est-il que Michel Barnier a cru bon de porter son équipe à 41 hommes et femmes, avec les nominations de deux ministres délégués, l'un auprès de celui des Solidarités, chargé des « personnes en situation de handicap » (bravo, la novlangue!) et l'autre auprès du ministre des Armées et des Anciens combattants, pour s'occuper justement de ces derniers; les représentants des deux groupes avaient exprimé leur grogne d'être privés d'interlocuteur institutionnel. Du coup, ce gouvernement poursuit l'inflation commencée sous François Hollande, avec une multiplication des postes.

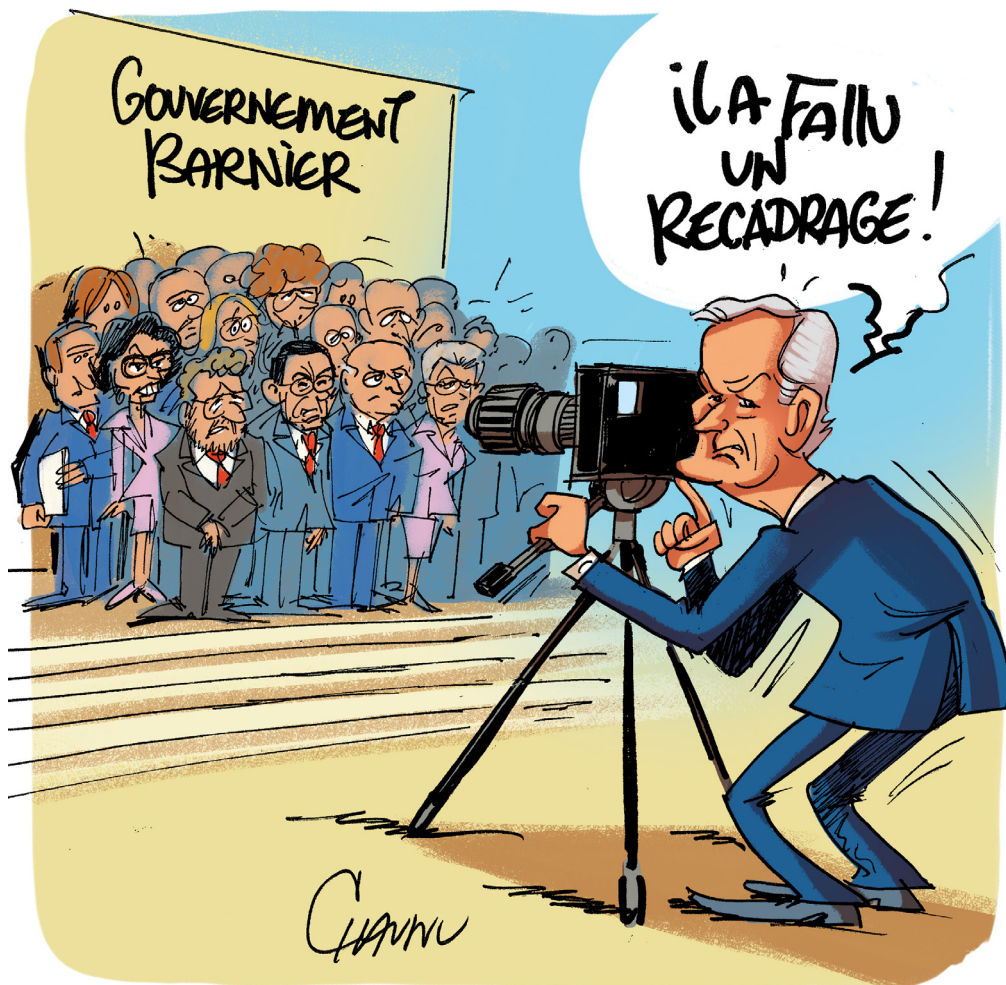
Cela va permettre de varier critiques et attaques. En effet, depuis leurs nominations, l'ensemble des responsables gouvernementaux se retrouve sous le feu nourri des déclarations de personnalités, de médias et de politiques de tous bords, certains macronistes n'arrétant pas, à l'instar de Gabriel Attal, de demander des garanties, notamment sur « la PMA, le droit à l'IVG, les droits LGBT ». On voit là le jeu personnel de l'ancien et éphémère Premier ministre, soucieux de garder la plus grande influence possible sur le gouvernement, dans la lignée des conseils donnés à Michel Barnier lors de la passation de pouvoirs,

réitérée ensuite par son entourage, qui ne se sera pas gêné pour expliquer avoir participé à l'élaboration de la politique à venir...

En réalité, après les deux mois et demi qui ont suivi les législatives et la déroute macroniste, également marqués par le jeu des rumeurs et l'extraordinaire rentre-dans du Nouveau Front populaire se comportant comme s'il exerçait déjà le pouvoir, on semble revenu au temps des petites phrases. Michel Barnier ayant enjoint à ses ministres la retenue, il y a eu peu de propos prêtant à polémique, exception faite de Didier Migaud à la Jus-

tice et de Bruno Retailleau à l'Intérieur, qui, d'ailleurs, ne s'affrontent pas directement. En revanche, Emmanuel Macron ne se gêne pas pour faire connaître son opposition absolue à certaines personnalités (« Autant crever! » à propos de Laurent Wauquiez). Cela contribue évidemment à entretenir une défiance vis-à-vis de certains membres de la nouvelle équipe. Cette réticence se retrouve dans le sondage de YouGov pour Le HuffPost montrant que 70 % des Français considèrent que le gouvernement ne reflète pas le résultat des législatives; notons au passage que cette

réprobation ne concerne pas que les électeurs du NFP, ceux du RN reprenant volontiers la même antienne vu



SOMMAIRE

P. 1: La chasse aux ministres. P. 2: Philippine. P. 3 Chômage. Lectures. P. 4: French Polynésie. Cidre. P. 5: Convictions privées.... P. 6: Imaginer la paix. Décapitation P. 7: Nouvelle donne. P. 8: Cinéma: *Libres*. - P. 9: Théâtre: *Malwida*. P. 10: Mission Space X. Rétablir le dialogue avec vos proches âgés. P. 12: Le Plat Pays des saints.

■ **Gouvernement :** Deux nouveaux ministres délégués ont été nommés le 27 septembre : Charlotte Parmentier-Lecocq aux Personnes en situation de handicap, et Jean-Louis Thiériot aux Anciens combattants.

■ **Informatique :** On a appris le 26 septembre, que le groupe Atos – encore 90 000 collaborateurs, 11 milliards de chiffres d'affaires mais 5 milliards de dettes et dont le démantèlement a été programmé après la chute de 90 % de son cours de Bourse – cédait ses activités Défense et sécurité au groupe Thales – plus de 80 000 collaborateurs, 18 milliards de chiffre d'affaires, 2 milliards de résultat – grâce à un soutien de l'État de 700 millions. Les actionnaires ont entériné, le 27 septembre, le plan proposé par les principaux créanciers (D.E. Shaw Group, Boussard & Gavaudan, Tresidor, Syquant, SPG, Fidera, Blackrock, AG2R, Banque centrale européenne, Deutsche Bank, Barclays...). Ces derniers deviendront propriétaires de l'essentiel de ce qui demeure d'Atos, moyennant une première augmentation de capital de 233 millions d'euros.

■ **Spatial :** Thales Alenia Space, entreprise franco-italienne spécialisée dans la construction de satellites, a confirmé le 25 septembre un nouveau plan de 1 000 suppressions de postes à Toulouse et Cannes.

■ **Dettes :** Selon un document publié par l'Insee le 27 septembre, la dette publique de la France a atteint 3 228,4 milliards

leur nombre d'élus. Cela dit, sondage pour sondage, on peut aussi mettre en avant le baromètre mensuel Odoxa, selon lequel seuls 25 % des Français estiment qu'Emmanuel Macron est un « *bon président* », soit un « record absolu d'impopularité en sept ans ».

Dans ces conditions, la déclaration de politique générale, prononcée le 1er octobre, aura-t-elle permis de clarifier un certain nombre de choses ? Le petit jeu des critiques pourra, en tout cas, reprendre.

Jean-Gabriel Delacour

Philippine

En quelques jours, chaque Français doué d'un peu de compassion et capable d'écouter et comprendre les informations, est devenu un spécialiste des dysfonctionnements judiciaires qui ont abouti, quasi mécaniquement, à la mort, atroce, le 21 septembre, de la jeune Philippine. L'assassinat de l'étudiante de 19 ans, par un Marocain de 22 ans, alors qu'elle s'apprêtait à rejoindre ses parents à St-Quentin-en-Yvelines après avoir déjeuné au restaurant de la prestigieuse université Dauphine, en bordure du bois de Boulogne, rappelle immanquablement – aussi bien par le profil de la victime que par celui de l'assassin – celui d'Anne-Lorraine, 23 ans, en novembre 2007 dans le RER D. On a d'un côté une étudiante travailleuse et généreuse, engagée dans des activités d'Église, de l'autre côté un asocial en pleine dérive sexuelle et laissé à lui-même. Cette fois-ci, le suspect a été condamné, en 2021, pour

un viol, a seulement « *sept ans de prison* », et déjà libéré, avec une « obligation de quitter le territoire », cette fameuse « double peine » qui a été rendue presque obsolète à la suite de campagnes de presse auxquelles le pouvoir politique a trop longtemps cédé malgré bien des rodomontades. On se souvient que le père d'Anne-Lorraine, qui s'était révolté de la liberté laissée par la justice à un violeur récidiviste, avait été épinglé sur le « *mur des cons* », défouloir installé dans un local du Syndicat de la magistrature où figuraient les photos des têtes de turc d'une organisation qui représente peu ou prou 25 % des magistrats... Il y était d'ailleurs en compagnie du père d'une victime du fameux criminel sexuel multirécidiviste Guy Georges. La présidente de ce syndicat a été – bien faiblement – condamnée pour injure publique.

La mentalité marxiste perdure, qui consiste à considérer que les assassins et les violeurs sont avant tout des victimes d'une société capitaliste injuste. Quant aux jeunes femmes victimes, ou du moins leurs familles, on les rangerait facilement du côté d'une bourgeoisie oppressive, en tout cas ringarde... Le père d'Anne-Lorraine était un ancien général. Celui de Philippine porte un nom à rallonge... Les obsèques de Philippine, devant quelque 2 800 personnes le 27 septembre, ont eu lieu à Versailles... On voit encore, ces derniers jours, un réflexe « révolutionnaire » et « égalitaire » avec certaines réactions « féministes » qui s'indignent plus de la récupération du fait divers par l'extrême droite que du crime lui-même, et veulent

considérer celui-ci comme l'expression d'un problème de « *patriarcat toxique* » plutôt que de le voir sous l'angle d'une immigration non contrôlée et d'un système de répression impuissant à juguler les crimes les plus extraordinaires comme d'ailleurs la délinquance la plus ordinaire.

Le Syndicat de la magistrature s'est illustré encore une fois, le 26 septembre, en dénonçant la « *surenchère xénophobe* » qu'il impute aux médias et au nouveau ministre de l'intérieur Bruno Retailleau. Il dénonce un esprit de « *vendetta* » injustifié à ses yeux quand 95 % des peines de prison prononcées seraient, selon la Chancellerie, bien exécutées. Cela rejoint une déclaration du nouveau garde des Sceaux, Didier Migaud, qui avait estimé, le 24 septembre, que « *l'inexécution des peines n'existe pas* ». Première polémique entre le ministre de la Police et celui de la Justice, que le Premier ministre Michel Barnier s'était bien vite employé à contenir, alors même qu'il devait, par ailleurs, rappeler à l'ordre son ministre de l'Économie Antoine Armand, tout prêt à batailler avec le Rassemblement national, comme s'il n'y avait rien de plus urgent à faire.

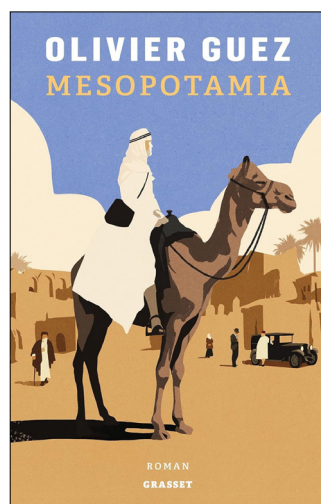
Pauvre Philippine. Sa mort, qu'on oubliera bien vite sans doute, est certes à ranger dans la catégorie journalistique des « *faits divers* », mais elle est intensément politique dans la mesure où elle met en lumière l'impuissance pathologique des gouvernants à faire, et même à dire, faute de vision et de courage, quelque chose qui soit utile à leurs concitoyens désarmés.

Paul Chassard

Chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi avait tendance à diminuer depuis 2017 et le mouvement de baisse, qui se confirmait au fil des années, semblait annoncer un retour au plein-emploi. La satisfaction officielle était à la hauteur de l'événement et il suffisait de quelques mots ministériels pour suggérer que l'heureuse évolution coïncidait avec la première élection d'Emmanuel Macron. Les nouvelles sont beaucoup moins bonnes depuis quelques semaines et les commentaires officiels sont beaucoup plus discrets. Avant tout constat, il faut souligner que la réalité du chômage est obscure car il y a plusieurs façons de calculer le nombre de demandeurs d'emploi, qui sont d'ailleurs répartis en cinq catégories. D'ordinaire, on privilégie la catégorie A, qui regroupe les personnes à la recherche de n'importe quel type de contrat – soit trois millions de personnes en 2024 – et qui enregistre encore une légère baisse. Mais si l'on additionne les personnes en activité réduite et celles qui sont en stage ou en emplois aidés, on obtient un total de 6 100 000 personnes, soit 20 % de la population active. Or, depuis bientôt deux ans, on observe que le nombre de personnes qui s'inscrivent à France Travail est en augmentation.

L'embellie sur le front du chômage tenait à des facteurs particuliers – augmentation des radiations administratives, augmentation du nombre de contrats aidés – plus qu'à un effet normal de l'activité économique. De fait, la croissance est faible depuis la pandémie (1 % par an en moyenne) et les



ROMAN HISTORIQUE

L'aventurière

Qui se souvient de Gertrude Bell dont l'action a été éclipsée par son ami, le flamboyant Lawrence d'Arabie? Grâce à Olivier Guez qui romance son incroyable destin, elle resurgit du passé et, avec elle, tout un pan de l'histoire coloniale de la Grande-Bretagne.

Fille d'un riche industriel anglais, elle fait de hautes études et développe une passion pour les voyages, l'archéologie, les langues et les civilisations du Moyen Orient. Dévouée corps et âme à la couronne britannique au point de négliger sa vie sentimentale, Gertrude Bell sait s'imposer dans un monde d'hommes, notamment en tant qu'agent de liaison au Bureau arabe du Caire pendant la Première Guerre mondiale. Elle contribue à la prise de Bagdad par les Anglais et à la naissance de l'Irak, auparavant nommé Mésopotamie. En lice pour plusieurs prix littéraires.

« Mesopotamia », Olivier Guez, Grasset, 416 p., 23 €.



POLAR

L'hôtel de luxe

Des cris. Une lutte. Un corps lacéré de dizaines de coups de couteau. Viveca Sten, la reine du polar suédois, nous entraîne dans une sombre histoire de gros sous et de corruption. Quand elle était enfant, Charlotte Wretling passait Noël en famille dans le palace de Storlien, près des stations de ski. Aujourd'hui l'hôtel est en ruine et Charlotte a fait fortune. Elle revient au pays avec l'intention de raser l'établissement pour en reconstruire un autre plus somptueux, réservé à une élite internationale. Un projet qui suscite l'opposition des locaux. Certains ont juré sa perte.

« Chambre 505 », Viveca Sten, Albin Michel, 490 p., 21,90 €.

PHOTOGRAPHIE

Jolies frimousses

Premiers sourires, premiers pas. Des moments riches en émotions pour les heureux parents et des images à conserver toute une vie. Lisa Tichané, spécialiste de la photo de bébés, dévoile ses secrets photographiques suivant l'âge de l'enfant (0 à 1 mois jusqu'à



2 à 4 ans) et les situations (avec maman, en fratrie, à la plage...). De nombreuses illustrations complètent cet ouvrage pratique.

« La photo d'enfants », Lisa Tichané, éditions Eyrolles, 228 p., 24 €.

REVUE

Monarchie

Comment l'État monarchique a-t-il émergé et comment a-t-il perduré? Les chercheurs Stéphane Guerre et Fabien Paquet reviennent aux sources de notre histoire à partir de recherches récentes. Parmi les thèmes abordés: l'État au féminin, le conseil du roi, Colbert et le savoir d'État, naissance d'une bureaucratie d'État, maintien de l'ordre et bonne police... Cartes et reproductions de gravures et tableaux complètent ce numéro.

« L'État monarchique », La documentation photographique, dossier n° 8158, 2024, Cnrs éditions, 11 €. En librairie.



d'euros, soit 112 % de son produit intérieur brut. La dette de l'État a augmenté de 70 milliards au deuxième trimestre 2024. La France emprunte à un taux supérieur à celui concédé à la Grèce sur six mois, et supérieur à celui de l'Espagne ou de l'Italie sur dix ans. Le secrétaire d'État au Budget, Laurent Saint Martin, a prévenu que nous allions vers un déficit public de 6 % du PIB au lieu des 5,1 % qui avaient été prévus par l'ancien ministre de l'Économie Bruno Le Maire.

■ **Inflation** : Selon l'Insee le 27 septembre, l'inflation sur un an serait de 1,2 % en septembre. L'indice des prix à la consommation devrait augmenter de 1,6 % au cours de l'année 2024. Justice : Le groupe Kiabi a annoncé le 27 septembre avoir été victime d'un détournement de 100 millions d'euros par une de ses anciennes trésorières. Celle-ci a été arrêtée en août dernier en Corse.

■ **Justice** : Le procès des assistants parlementaires du Front national a commencé le 30 septembre devant le tribunal correctionnel de Paris. 24 personnes, dont Marine Le Pen, sont accusées de ne pas avoir respecté les règles européennes sur l'emploi de ces assistants parlementaires.

perspectives ne sont guère encourageantes. Le taux de croissance n'était plus que de 0,2 % au printemps dernier et le renforcement des mesures d'austérité en raison du déficit budgétaire risque de conduire notre pays à la récession.

Le gouvernement Barnier se trouve donc devant une manœuvre difficile, qui consiste à appuyer en même temps sur le frein budgétaire et sur l'accélérateur des dépenses publiques. Jusqu'au saut périlleux ?

Claudine Uzerche

French Polynesia

J'ai été très heureux d'apprendre par Air France que mon avion devait se poser en « French Polynesia ». Ce vocable en anglais n'empêche d'ailleurs pas notre compagnie nationale, une ligne plus haut, de me donner la date en français, tout comme, une ligne plus bas, de me préciser que ce sera au terminal 1 de l'aéroport et non pas de l'« airport ».

Ce qui pourrait apparaître comme une simple bévue ou un effort pour se situer dans la langue dominante des transports aériens révèle en fait une grande paresse. Au risque de paraître jouer la carte de l'anti-américanisme primaire et de ne vouloir prêter attention qu'aux bonimenteurs en bérêt la baguette au bras, il faut tout bonnement rappeler que les nécessités de la compréhension entre personnes utilisant des langages différents n'empêchent aucunement de conserver l'emploi du nôtre. En outre, dans le cas cité, on peut sans grande marge d'erreur supposer que n'importe quel étranger saisirait aussi le sens du terme « Polyné-

sie française »... Après tout, même lorsque l'Azerbaïdjan organise sur son territoire une conférence sur « l'occupation illégale de l'île comorienne de Mayotte par la France » ou lorsqu'il rassemble le « premier congrès des colonies françaises », il le fait et diffuse l'information en français...

Il devient donc urgent de se reprendre. Les maniaques des règlements et des lois réclameront des textes officiels à ce sujet – dont on sait très bien ce qu'il adviendra. Le problème s'avère tout simplement culturel et relève de la volonté de chacun. À moins d'admettre que la partie est déjà perdue et que, de toute façon, le jeu n'en vaut pas la chandelle, il suffit de se débarrasser de cette mentalité qui nous fait croire « modernes », « branchés », « in » ou « inclusifs » si nous cédon aux facilités extérieures. Nos cousins québécois pourraient utilement nous conseiller et même envoyer des coopérants pour nous apprendre comment manier la « *belle langue* » – ce qui n'enlève rien aux autres.

Précy

Cidre

La récolte de pommes bat son plein. Dans certaines régions, elle sera médiocre à cause des conditions météorologiques du printemps. Autrefois boisson populaire, consommée au quotidien, notamment dans l'Ouest de la France, sa production et sa distribution ont su s'adapter à l'évolution de la demande (essor des crêperies, fêtes hivernales...).

Malgré cela la consommation de cidre a diminué de moitié dans l'Hexagone depuis 20 ans. Elle s'éta-

blit aujourd'hui à 1,23 litre par adulte et par an. S'en est presque terminé des petites productions fermières à usage familial ou de l'achat de cidre industriel non bouché pour garnir la table domestique de façon journalière. Les Français consomment mieux en matière cidricole, redécouvrent la qualité des codes natures, scrutent les cartes des restaurants à la recherche des produits de qualité. À ce sujet il faut faire mention de la sélection proposée par Bertrand Larcher dans ses établissements "Breizh café".

Géographiquement, c'est la Bretagne qui se taille la part du lion avec 46 % de la production nationale, soit 36 000 hl et 500 emplois régionaux à la clef pour la filière. Et la consommation locale suit : les quatre départements bretons concentrent 18,6 % des ventes de cidre en hyper et supermarchés. On parle même là de 11 litres annuels bus par personne adulte. La Normandie, elle, représente 40 % de la production nationale et les Pays de la Loire 8 % soit un total de 84 % pour le Grand Ouest.

Des marques industrielles se sont imposées sur le marché en faisant évoluer leur gamme et en pariant sur la qualité, comme Kerisac à Guenrouet (Loire-Atlantique), Loïc Raison à Domagné (Ille-et-Vilaine) ou Val de Rance à Pleudihen (Côtes-d'Armor). Mais de petites exploitations tirent leur épingle du jeu, notamment celles qui s'aventurent sur le terrain du cidre nature. On pense ici au travail de Johanna Cécillon à Sévignac (Côtes-d'Armor) ou à celui d'Éric B ordelet à Charchigné (Mayenne).

Jérôme Besnard

Convictions privées et responsabilités publiques

par Christian Fremaux, avocat honoraire

Soyons francs. Ce qu'on guette ce sont les clachs entre membres d'un même mouvement aux affaires. Ils arrivent vite et régulièrement. Et chacun commente.

On demande à un ministre d'être efficace quoi qu'il pense. De suivre la politique qui concerne tous les citoyens de tous camps et les grands principes du gouvernement où il a été volontaire pour participer. De ne pas reprendre l'antienne de l'opposition sécurité et justice qui sont compatibles avec un peu de courage et moins d'idéologie. De ne pas en faire qu'à sa tête et de ne pas créer son propre arc républicain donc d'exclure des millions d'électeurs qui ont droit à la protection de l'État. D'écouter ceux qui ne sont pas d'accord avec lui car toutes les idées sont bonnes à prendre et personne n'a raison contre tous les autres. Puis d'assumer par solidarité les décisions prises. Les mettre en œuvre et de ne pas reculer ou s'excuser au moindre mouvement de protestations. La rue ou des groupes de pression ne sont pas les décideurs et les patrons. Ils n'ont pas par nature la solution miracle. Les magistrats indépendants que l'on respecte non plus mais qui sont tenus d'appliquer la loi. Et l'état de droit qui résulte des urnes.

La démocratie est un équilibre fragile. Les citoyens expriment leurs volontés par leurs votes. Avec le parlement qui représente la nation tout entière et un exécutif nommé qui va définir des politiques publiques où il ne faut aucun perdant. L'interprétation des choix des électeurs comme ceux de juillet dernier est parfois difficile et personne ne peut dire avec autorité et insolence « les français pensent que... ». Il n'y a même pas eu de majorité incontestable, une coalition pouvant en être un équivalent mais cela se discute au nombre de voix récoltées par chaque parti. La modération est donc de mise. Le rassemblement nécessaire.

La liberté d'expression et d'avoir des pensées et des convictions personnelles est fondamentale. La gauche entre autres la défend avec vigueur à condition que l'on professe les mêmes idées qu'elle. Sinon il y a une présomption de culpabilité et de risques. Pour les militants la tolérance est à géométrie variable et il faut faire ce que je dis, pas ce que je fais. En mai 1968 on apprenait qu'il n'y avait pas de libertés pour les ennemis de la liberté. Ce slogan serait actuellement désolant et montrerait que l'homme/la femme politique n'a pas progressé. Alors que nous avons besoin d'une République apaisée et de l'union pour réussir à sortir de nos problèmes vertigineux.

Pendant la composition au forceps du gouvernement Barnier qui a fait un peu bidouillage, la gauche républicaine a refusé de se mouiller ce qui est son droit. Pendant les négociations certains ont hurlé pour qu'on ne nomme pas des personnalités pressenties en raison de leurs prises de position passées contre notamment la constitutionnalisation de l'avortement ou contre la P.M.A. et le genre et pour d'autres motifs qui touchent à la conscience des individus. Mais ces pestiférés n'ont pas à être bannis à vie ! Il n'y a pas que des faits sociétaux à régler.

On peut croire ce que l'on veut, se battre sans violence pour que ses idées triomphent, mais une fois la loi votée on s'incline et on respecte la décision collective. En douter c'est suspecter l'autre pour ce qu'il est, pour d'où il vient, pour ce qu'il souhaite et on reste entre soi. En éliminant ceux qui n'ont pas le bon profil. Cela me paraît du sectarisme et est un danger. Il faut convaincre pas rejeter par avance car les croyances demeurent et on fabrique des martyrs.

On peut être conservateur en matière sociétale ce qui n'est ni un délit ni une hérésie humaine ou sociale et néolibéral en matière économique voire étatique mais l'État a failli un peu en tous les domaines et il faut revoir ses périmètres d'intervention. Je n'aime pas les boucs émissaires et ceux qui sont désignés comme des vampires buvant le sang des plus défavorisés. « Tout ce qui est excessif est insignifiant » a dit Talleyrand.

Se réclamer du progressisme n'est pas suffisant. D'ailleurs parfois le progrès pose des problèmes et aggrave les inégalités et les discriminations. Chacun a un exemple. Selon des utopistes dits humanistes le progressisme est une fin en soi. Écarter tous ceux et celles qui ne partagent pas l'affirmation que l'innovation résout tout ce qui est un postulat, n'est pas démocratique.

C'est en outre contraire en la confiance que l'on doit à l'Homme. Il réfléchit, il fait des expériences bonnes ou mauvaises et il peut ou doit changer d'avis. Il n'y a que les imbéciles qui persistent dans les dogmes et exigent d'avoir le dernier mot.

Comme M. Macron, M. Barnier dans son grand bureau a interrogé tous azimuts extrêmes compris et a entendu les bonnes âmes inquiètes pour des décisions passées et les droits acquis. On ne touchera à rien qui a fait polémique. Il faut savoir désamorcer un problème qui ne se posait pas. Il a changé ses pressentis ou leur a donné un autre rôle mais il a maintenu. Je ne juge qu'aux actes. M. Barnier doit beaucoup téléphoner pour s'excuser. Ses ministres n'en ratent pas une.

Je déteste la repentance ou le déboulonnage de statues ou symboles car on ne juge pas le présent avec l'air du temps ou l'évolution de la société qui parfois fait marche arrière quand la nouveauté ou la réforme dite géniale a des effets collatéraux détestables.

Chacun a le droit de progresser individuellement et ce qui compte c'est que le char de l'État avance et que l'on prenne des mesures qui servent à quelque chose. Un ministre peut s'améliorer après un départ hasardeux. On ne lui demande pas de se renier mais de pratiquer l'ouverture d'esprit. Un opposant aussi. Il faut y croire. Que ceux qui exercent des responsabilités publiques fassent passer l'intérêt supérieur de la nation et des Français avant leurs petites personnes et leurs certitudes parfois étreintes.

Être de droite n'est pas une tare congénitale. Être de gauche n'est pas l'assurance d'avoir la science infuse et de détenir la vérité. Être citoyen c'est avoir des envies à satisfaire. Et vouloir des ministres de bon sens qui calment le jeu. ■

■ **Liban** : L'aviation israélienne a détruit, le 27 septembre, le QG du Hezbollah, situé dans les sous-sols d'un ensemble de six immeubles résidentiel dans une banlieue au sud de Beyrouth. Un premier bilan faisait état d'une vingtaine de morts et une centaine de blessés. Le 28 septembre, on apprenait que Hassan Nasrallah, chef du Hezbollah depuis 30 ans, faisait partie des morts, ainsi que son principal adjoint et un général iranien chef des pasdarans au Liban et en Syrie. Le 29 septembre, les Israéliens annonçaient avoir tué Nabil Kaouk, un autre haut responsable du Hezbollah, dans la banlieue sud de Beyrouth. Des centaines de milliers de Libanais fuient les bombardements israéliens du sud du pays vers le nord de Beyrouth, voire la Syrie. Le 29 septembre un bombardement israélien sur Saïda (l'ancienne Sidon des Phéniciens) avait fait une trentaine de morts. Il y aurait eu plus de 800 tués au Liban entre le 23 et le 29 septembre.

■ **Yémen** : Le 29 septembre, l'aviation israélienne a bombardé le port de Hodeïda contrôlé par les Houthis, en représailles après des tirs de missiles houthis en direction d'Israël.

■ **Maroc** : Le roi Mohammed VI devrait assister au 19^e sommet de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) qui se tient à Paris les 4 et 5 octobre. Le président Macron se rendra en visite d'État au Maroc fin octobre.

■ **Japon** : Shigeru Ishiba, ancien ministre de la Défense et de l'Agriculture, a été élu à la tête du Parti libéral-démocrate (PLD), le

Imaginer la paix

par Dominique Decherf

Le président Emmanuel Macron est soudain réapparu sur la scène internationale, d'abord le 22 septembre, au Palais des Congrès à Paris, qui accueillait la 38^e rencontre annuelle pour la paix organisée par le mouvement catholique Sant'Egidio, et ensuite, le 25 septembre, à New York devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

Plus à l'aise dans le premier exercice que dans le second, celui qui se veut l'élève du philosophe Paul Ricœur, qu'il n'a pas manqué de citer à Paris, bute, de son propre aveu, sur « une parole sans effet et une diplomatie impuissante » à New York. Il apprécie les efforts de médiation de l'interreligieux dont les représentants ont été vivement impressionnés par sa propre hauteur de vues. À l'inverse, les échecs successifs des tentatives de médiation du Secrétaire général des Nations unies justifiaient son manque d'allant vis-

à-vis de l'institution qui l'a écouté dans une large indifférence.

La distance entre la morale pure et la morale pratique, comme dirait un autre Emmanuel, Kant, ne permet pas de résoudre l'énigme de la « paix perpétuelle », ni même en l'occurrence d'une paix éphémère et précaire. Macron est revenu sur les propos tenus lors d'une précédente réunion de Sant'Egidio il y a deux ans. En 2022, le thème était « *Crier pour la paix* » ; en 2024, « *Imaginer la paix* ». Il y a deux ans, l'invasion de l'Ukraine avait créé un choc, une émotion, telle que la protestation était naturelle. Deux ans plus tard et quelques centaines de milliers de victimes, le temps de la réflexion est venu. Sant'Egidio, qui cultive l'esprit de discernement et observe les signes des temps, a souvent une capacité d'anticipation sur l'évènement. Le moment serait en effet propice à « imaginer

la paix », hors des émotions. Macron s'en est d'ailleurs pris avec véhémence à ce qu'il a appelé « *la tyrannie de l'émotion négative* » qui prévaut sur les réseaux sociaux et qui constitue un « *formidable instrument de guerre, un formidable levier pour ne pas imaginer la paix* ».

À l'ONU, le président a pourtant troqué ce discours de la méthode pour une rhétorique convenue devant le catalogue habituel des crises internationales où il a pour mission de proclamer haut et fort « *la voix de la France* » et non pas de se livrer à des spéculations philosophiques ou proposer des analyses théoriques. La réforme du Conseil de Sécurité, de sa composition et de ses règles de fonctionnement, véritable serpent de mer, tout indispensable qu'elle paraisse, ne suffira pas à « restaurer la confiance » dans l'institution. Il y faudra encore que l'esprit de Sant'Egidio s'y diffuse. ■

Décapitation

Trente-deux ans : le temps qu'il aura fallu au renseignement israélien pour éliminer le Secrétaire Général du Hezbollah. La liste est longue des tentatives depuis sa prise de fonctions en 1992. Son prédécesseur avait déjà été éliminé par une charge explosive par Israël. Hassan Nasrallah faisait partie des pères

fondeurs de l'organisation créée en 1982 lors de l'invasion du Liban par les forces armées israéliennes conduites par Ariel Sharon. Depuis lors le Hezbollah, et plus précisément la RIL (Résistance islamique au Liban), le Hezbollah n'étant que la couverture politique d'une organisation militaire, avait été à l'avant-garde de toutes les guerres avec Israël. Crédité de la cessation de l'occupa-

tion du Sud-Liban en 2000, puis des succès dans la guerre de 33 jours en 2006, le mouvement était néanmoins décrié à l'intérieur du Liban pour avoir acquis trop de pouvoir et bloquer le fonctionnement du système politique. Depuis les élections du 15 mai 2022, où le Hezbollah était arrivé en tête avec plus de 20 % des suffrages (et sa coalition 39 %), aucune solution n'avait pu être trouvée pour

élire un nouveau président. Le mandat du général Aoun s'étant achevé au 31 octobre de la même année, depuis bientôt deux ans le Liban n'a plus de président. L'affaiblissement du Hezbollah pourrait peut-être permettre de sortir de l'impasse parlementaire au Liban.

On doit certes s'attendre à une vague massive de désespoir parmi la communauté chiite (estimée à 40 % de la population totale). La propension victimaire inhérente à cette version minoritaire de l'Islam ne peut qu'être à nouveau exaltée par la célébration de ce nouveau martyr. Nasrallah était en effet une autorité religieuse en même temps qu'un chef politique et militaire. Il avait le titre de sayyed (descendant du Prophète) qui lui donnait le droit de porter un turban noir. Dans la constellation chiite, il était directement relié au Guide suprême, l'iranien Ali Khamenei. Dans cette dimension religieuse, sinon mystique, qui transcende la politique, ce dernier est personnellement atteint par la mort de son « adjoint ». Les considérations stratégiques sont une chose. Elles sont telles que l'Iran comme État n'est peut-être pas en situation de mener une guerre totale. La portée symbolique de l'exécution d'un personnage aussi charismatique dépasse l'actualité immédiate. Elle est à prendre en compte sur la longue durée.

Yves La Marck

Nouvelle donne

On croyait les astres devenus complètement défavorables à Israël. De plus en plus conspué sur

la scène internationale, dirigé par un Premier ministre dont la survie politique et personnelle semblait constituer le seul cap et ébranlé par une opinion publique influencée par les familles des otages à Gaza, le pays semblait incapable de reprendre la main. Englué dans les tunnels du Sud et réticent aux objurgations des États-Unis et de la communauté internationale le poussant à un accord, il apparaissait comme ne pouvant plus emporter de décision militaire sur le terrain.

Et puis tout a changé le 27 septembre avec l'assassinat d'Hassan Nasrallah, le tout-puissant chef du Hezbollah. On avait négligé que, la supériorité technologique et militaire constituant la clef de la sécurité de l'État hébreu, l'essentiel viendrait de là. À quelques jours de l'anniversaire du choc du 7 octobre, l'armée et les services de renseignement israéliens ont rappelé leurs incroyables capacités.

En fait, tout était planifié depuis des années, avec des prouesses techniques comme l'identification, la localisation et le suivi des déplacements non seulement du secrétaire général du Hezbollah mais aussi de tous ses agents au Liban et ailleurs. C'est ce qu'a d'abord montré l'explosion, le 17 septembre, des bipeurs : des milliers de militants du Hezbollah ont été blessés, une quarantaine tués dans une attaque qui a stupéfié le monde. Le lendemain, même scénario avec des talkies-walkies.

On n'oubliera pas non plus les frappes aériennes ciblant aussi bien les cadres de la milice chiite que ses arsenaux de roquettes, missiles et autres armements,

souvent stockés dans des habitations de civils, à la manière du Hamas. Concernant ce dernier, d'ailleurs, Tsahal le considère aujourd'hui vaincu en tant que force militaire organisée, même s'il poursuit une dangereuse guérilla, ainsi que cela se vérifie chaque jour à Gaza.

Cela n'enlève rien aux lacunes israéliennes passées. D'abord, a été révélée l'incapacité des responsables militaires et politiques à prévoir le 7 octobre à Gaza. Ensuite, il apparaît que la politique intérieure de Benjamin Netanyahu a servi le Hamas et le Hezbollah, grâce aux divisions et fractures au sein de la société israélienne, qui ont encouragé les assauts des deux groupes.

La nouvelle donne concerne tous les acteurs d'un Proche-Orient encore plus complexe. En dehors des incertitudes liées à la présidentielle américaine et des attermoissements traditionnels des pays occidentaux, que vont faire ceux qui détiennent un pouvoir d'intervention, à commencer par le Hezbollah et son parrain iranien – sévèrement mis en garde à l'Onu par le Premier ministre israélien – mais aussi la Syrie ?

Comment va aussi se comporter la Turquie, partagée entre son jusqu'au-boutisme palestinien et son souci de jouer la carte de médiateur international ? Et que feront l'Égypte, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar et tous ces États pressés de normaliser encore plus leurs relations avec Israël ? Et quelle voie va suivre ce dernier ?

Jean Étèveaux

27 septembre. Il succède comme Premier ministre à Fumio Kishida.

■ **Ukraine** : Lors d'une rencontre à Washington, le 26 septembre, avec le président Zelensky, le président Biden a promis 8 milliards de dollars d'aide supplémentaire à l'effort de guerre ukrainien. Volodymyr Zelensky a également rencontré le candidat Donald Trump à New York le 27 septembre. Dans le Donbass, la ville stratégique de Vuhledar serait en passe d'être conquise par les Russes.

■ **Chine** : La Banque centrale chinoise a annoncé, le 24 septembre, et le Politburo a confirmé le 26 septembre, un plan de relance de l'économie de 150 milliards de dollars, qui vise notamment à sauver le secteur immobilier avec des taux d'intérêt plus bas.

■ **États-Unis** : L'Ouragan Hélène qui a touché, le 27 septembre, Géorgie, Floride, Caroline du Nord et Virginie, a fait plus d'une cinquantaine de morts. La Floride est touchée par d'importantes inondations.

■ **Autriche** : Aux élections législatives du 29 septembre, les premiers résultats donnaient le Parti de la liberté (extrême droite) à 29,1 %, le Parti populaire autrichien du chancelier Karl Nehammer (ÖVP) à 26 %, les sociaux-démocrates de centre-gauche (SPÖ) à 21 %, la coalition du parti libéral NEOS et les Verts se partageaient les 17 % restant.

Lumière sur des vies cachées

par Frédéric Aimard

En 2005, le cinéaste allemand Philip Grönig avait tourné un documentaire à l'intérieur de l'immense monastère de la Grande Chartreuse, fondé par saint Bruno en 1084, au-dessus de Grenoble en un lieu escarpé. La beauté de l'image était rehaussée par l'absence de dialogue et de musique. Le titre français était *Le Grand Silence*. Un silence qui avait l'épaisseur d'une aventure spirituelle « hors du siècle ».

Cette œuvre d'art, à bien des égards incomparable, a bouleversé quelques vies. Mais elle pouvait laisser le spectateur moyen sur sa faim. Qu'est-ce donc que ce besoin de solitude, comment peut-on rechercher et supporter un tel silence, silence des hommes et aussi de Dieu ?

Presque vingt ans plus tard, un nouveau documentaire – visible dans des cinémas français depuis le 2 octobre – apporte des réponses grâce à des entretiens avec des moines et moniales issus d'une douzaine de monastères espagnols de différentes congrégations représentatives des quelque 2 100 monastères actifs dans notre monde (750 en Espagne). Le film est titré en français *Libres*, ce qui peut paraître paradoxal pour caractériser le choix de ces hommes et femmes qui décident de s'enfermer dans un lieu retiré et de vivre selon une règle millénaire... Et pourtant, ils ont réussi, grâce à cette discipline consentie, à se libérer de tant de choses qui font nos soucis



quotidiens. L'accent est mis – est-ce une caractéristique plus prononcée du monarchisme espagnol actuel par rapport à ce qu'il peut être en France ? – sur des vocations tardives, des personnes ayant pu avoir une vie très active « dans le monde », avec responsabilités professionnelles et de famille, un parcours plus ou moins réussi, avant qu'un début de conversion ne survienne.

Ce sont de belles figures au sens psychologique mais aussi cinématographique, que le réalisateur, Santos Blanco, met en valeur en les plaçant dans leur contexte monastique et en insérant des images le plus souvent filmées depuis un drone, de nature sauvage – vagues de la mer, immensités de champs ou de forêts, vues aériennes d'abbayes

– sans pourtant donner de précisions historiques ou culturelles. Il s'agit d'aller à l'essentiel sur plusieurs sujets thématiques comme le rôle du silence pour se connaître soi-même... et faire place à la Parole de Dieu. Il s'agit bien sûr du silence retrouvé dans ces lieux privilégiés. Mais surtout d'un silence intérieur qu'on peut tout aussi bien expérimenter en plein milieu de la foule, même à la station Sol, une des principales interconnexions du métro de Madrid, affirme un des moines interrogés, dans un doux sourire. Car les moines et moniales sont en recherche pour eux-mêmes, mais sans oublier tous leurs frères humains pour lesquels ils prient quotidiennement.

Un des autres thèmes abordés longuement est

celui du sens de la vie et donc de la mort. Il y a là le témoignage particulièrement émouvant de cette femme qui entre, déjà relativement âgée, en noviciat, pour apprendre six mois plus tard qu'elle est victime d'un cancer très agressif. C'est alors que la Mère supérieure, sollicitée par toutes les sœurs du couvent, annonce à la postulante qu'elle sera accompagnée fraternellement dans le monastère jusqu'à son dernier souffle. Le film est dédié à cette religieuse si souriante et si apaisée alors qu'elle sait qu'elle arrive au bout du chemin.

Il y a d'autres destins évoqués, avec parfois quelques larmes bien visibles et communicatives, radicalement différents les uns des autres, par exemple de très jeunes gens qui ont eu une vocation

Une amitié créatrice

par Guillaume d'Azémar de Fabrègues

précoce alors qu'ils avaient tant d'atouts pour affronter une vie sociale « normale ».

Le réalisateur et son scénariste – Javier Lorenzo – n'ont pas hésité à faire appel à une musique romantique originale très présente du compositeur Oscar Martin Leanizbarrutia, sans doute destinée à exprimer la puissance de Dieu, le grand présent – bien que si discrètement – dans ce documentaire destiné à être diffusé non seulement dans le circuit normal des cinémas, mais aussi dans des contextes paroissiaux ou missionnaires.

Le film a déjà touché des publics de tous âges et conditions sociales, en Espagne et en Amérique latine, mais également dans les pays anglo-saxons. Il donne lieu à des débats entre un public exprimant souvent des attentes spirituelles vives, voire des frustrations, et, par exemple, quelque moine sorti de sa clôture pour accompagner la sortie de cette œuvre qui est aussi le fruit d'une longue aventure personnelle pour ses auteurs.

En France, une exceptionnelle campagne de promotion, avec des affiches sur tous les kiosques parisiens notamment (sur le modèle de ce qu'a pu faire, ces derniers mois, le trimestriel « 1000 raisons de croire »), a été financée par les moines bénédictins de Fongombault (Indre). C'est dire s'ils se sont reconnus dans les témoignages de leurs frères et sœurs espagnols et comme ils ont pensé que cela pouvait faire du bien à tout un chacun de lever un coin du voile sur ces vies cachées. ■

<https://www.famillechretienne.fr/43462/article/libres-un-film-meditatif-qui-devoile-les-tresors-de-la-vie-contemplative>

D'un côté de la scène, un piano, de l'autre, une petite table, une photo, deux chaises canonnées. A l'arrière, une bibliothèque. Romain Rolland, assis au piano, joue. *Une amie plus que d'autres a compté dans ma vie...* Voix off âgée, Jean-Claude Drouot. Gabriel Monod arrive. *Pardonnez-moi de vous interrompre, il faut que je vous parle...*

C'est l'été 1889, Gabriel Monod va présenter Romain Rolland à Malwida von Meysenbug. L'auteur des *Mémoires d'une Idéliste*. Une aristocrate révolutionnaire et désargentée, amie de Nietzsche, de Liszt et de Wagner, qui vit à Rome. Malwida von Meysenbug a cinquante ans de plus que Romain Rolland, leur amitié va durer jusqu'à sa mort, il lui rendra hommage par ces mots : *L'ami qui vous comprend, vous crée. En ce sens, j'ai été créé par Malwida.*

Le texte de *Malwida* est de Michel Mollard, la mise en scène de François Mi-

chonneau, dont j'avais vu *Dernières Notes*, la dernière soirée de Romain Rolland. Malwida raconte Romain Rolland au début de sa vie d'homme, quand il hésite entre l'enseigne-

où alternent la légèreté et l'introspection, où on croise la petite histoire plus que la grande.

Malwida est porté par le talent et l'énergie de Bérengère Dautun. J'ai une fois encore savouré son jeu, sa voix, les petits gestes de ses mains, son sourire. Sa fragilité délicate et sensible. Autour d'elle, Benoît Dugas, austère et excellent, et Ilyès Bouyenzar, qui fait éclore Romain Rolland au piano aussi bien que sur scène. Sans oublier la voix off de Jean-Claude Drouot, presque hypnotique, même si je suis suis peu fan du procédé.

Malwida est un joli moment de théâtre, une pièce à voir pour la grâce de l'instant conté autant que pour celle de Bérengère Dautun qui la porte avec délicatesse et sensibilité. ■



ment et l'écriture, quand il éprouve ses premiers émois amoureux. Malwida raconte Romain Rolland pris entre Gabriel Monod, son mentor, un austère historien protestant, et Malwida von Meysenbug, femme libre, idéaliste, qui le pousse à s'ouvrir, à réaliser ses rêves, à écrire. Un texte gracieux,

Au Studio Hébertot jusqu'au 27/10/24. Jeudi, vendredi, samedi : 19h00; dimanche : 17h00. Durée : 1h15. Texte : Michel Mollard. Mise en scène : François Michonneau. Avec : Bérengère Dautun, Benoît Dugas, Ilyès Bouyenzar. Compagnie MM Arts.

LA NATION FRANÇAISE

directeur de la publication : Frédéric Aimard
Édité par Spfc-Acip, 60, rue de Fontenay. 92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre
TVA intracommunautaire FR21418382149
ISSN 2967-2988 - Imprimé par nos soins.

Abonnement 1 an = 30 euros à l'ordre de Spfc-Acip.

Paiement par carte bancaire : https://www.paypal.com/webapps/billing/plans/subscribe?plan_id=P-11V44371T91610544M3CKALY

Merci de signaler aussi par mail, votre réabonnement

Paiement par virement. Rib sur demande. frederic.aimard@gmail.com

Vu du ciel

Une mission SpaceX pour ramener les astronautes coincés dans l'ISS

Le 28 septembre une fusée SpaceX a décollé de Cap Canaveral en direction de L'ISS avec seulement deux astronautes sur les quatre prévus. Mission ramener en février prochain, deux autres astronautes bloqués dans l'ISS depuis juin en raison d'un problème sur la navette de Boeing.

Butch Wilmore et Suni Williams ont donc dû prolonger leur séjour de quelques mois et la navette de Boeing a dû retourner sur terre à vide, en raison de problèmes techniques. Ils redescendront en même temps qu'Aleksandr Gorbunov et Nick Hague. Le lancement de Falcon 9 s'est effectué depuis le nouveau pas de tir utilisé pour la première fois pour une mission habitée. Ce qui a été salué par la Nasa.

En attendant, les experts de Boeing et de la Nasa se penchent toujours sur le sort de la navette Starliner afin de pouvoir relancer de nouveaux vols expérimentaux.

Pour les deux « naufragés » de l'espace, la période supplémentaire a été employée à effectuer quelque deux cents expériences scientifiques.

Au retour, il sera nécessaire pour les quatre astronautes de bien se coordonner puisqu'ils n'auront pas eu la chance de s'entraîner ensemble pour cette mission. ■

Philippe Buron Pilâtre

la plupart des cas sans réglage particulier. Si nécessaire, un réglage « 2 » permet d'« envoyer du son » beaucoup plus fort... Testé auprès de plus de 5 000 personnes, le dispositif a semblé efficace dans la plupart des cas où les appareils traditionnels ne le sont plus pour différentes raisons. Il est commercialisé depuis quelques jours.

Bien entendu il ne s'agit pas véritablement d'un miracle, qui ferait parler les sourds-muets ou qui soignerait certaines déficiences associées... Mais tout de même !

Une infirmière en Ehpad estime qu'elle pourrait gagner 10 à 20 minutes par patient, simplement en évitant d'avoir à hurler et à répéter. Une femme qui avait perdu tout espoir de communiquer avec sa mère de 90 ans, incapable de supporter des appareils auditifs normaux, a soudain pu lui parler normalement. Rires. Larmes.

L'idée était finalement toute simple, mais il fallait bien que quelqu'un la réalise, au prix d'un travail intellectuel et d'investissements en temps et en argent qui ne sont certes pas à la portée de n'importe qui. Certains inventeurs, quand ils vont au bout de leur idée, sont des bienfaiteurs de l'humanité.

On peut se renseigner sur ce dispositif sur le site Internet <https://myspokeo.com>. Il coûte environ 600 euros et n'est pas remboursé par la Sécurité sociale. La cible privilégiée, ce sont donc les aidants et les soignants. Qu'est-ce qui pourrait faire que ça ne rencontre pas un immense succès ? ■

Paul Chassard

Vie pratique

Rétablir le dialogue audio avec vos proches âgés

En matière d'appareils auditifs, une nouvelle technologie existe depuis quelque temps qui permet au son de tenter de passer par l'os quand le tympan est trop détérioré ou qu'un bouchon de cérumen récurrent fait obstacle. Elle arrive, lentement, sur les petits appareils discrets que l'on cache derrière son oreille. Car, pour l'instant, ces nouveaux appareils sont souvent encore en test ou suivent le difficile parcours des homologations universitaires, par les organismes professionnels des audio-prothésistes, par la Sécurité sociale...

C'est frustrant pour un certain nombre de gens trop sourds pour pouvoir être appareillés efficacement et plus encore pour leur entourage qui se décourage. Une société de services,

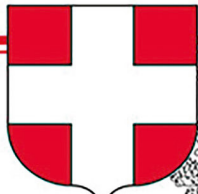


qui a depuis de nombreuses années l'habitude des personnes âgées, a trouvé, après plusieurs années de recherche et développement et après avoir déposé des brevets, une solution immédiatement disponible.

C'est une bénédiction pour un certain nombre de familles et de soignants. Il s'agit en effet d'un amplificateur de sons qui prend la forme d'un casque audio

qui bénéficie donc de « la biconduction simultanée du son par voie aérienne et par voie osseuse ». Ce casque est relié à un micro-cravate destiné à l'aidant. Ce micro a été conçu pour atténuer les bruits de fond.

On pose le casque sur la tête de la personne en perte d'audition. On parle dans le micro. Et – miracle – on n'a plus à répéter. La communication est rétablie dans



NUMÉRO
ANNIVERSAIRE

L'ALMANACH SAVOYARD®

Depuis 1946

2025

Numéro 80

Le Plat Pays des saints

par Fabrice DE CHANCEUIL

Au terme d'un voyage apostolique au Luxembourg et en Belgique du 26 au 29 septembre, le pape François a surpris tout le monde en annonçant son souhait de voir l'ancien roi des Belges Baudouin béatifié par l'Église catholique. Les observateurs s'étaient étonnés sur ce nouveau déplacement entre le grand voyage en Asie et la conclusion du synode sur la synodalité. La réponse était manifestement là.

Comme François, Baudouin n'avait pas de numéro accolé à son nom de règne, accentuant encore son caractère unique. Roi très aimé de son peuple, souffrant intimement de n'avoir pu avoir d'enfant avec son épouse la reine Fabiola avec laquelle il partageait une foi profonde, Baudouin ne pouvait pas, en conscience, sanctionner la loi qui, en 1990, devait dépénaliser l'avortement en Belgique. Usant d'une possibilité offerte par la Constitution belge, il s'était alors retiré quelques heures de sa fonction royale, le 4 avril, afin de ne pas être associé à cette décision. À l'époque, même si une majorité de la population était favorable à la nouvelle législation, le geste du roi avait été salué pour le courage qu'elle exprimait de la part d'un homme connu pour sa réserve naturelle.

Nul doute que le pape François ne veuille voir le roi Baudouin élevé à la gloire des autels pour cette attitude, signifiant par là son propre refus, qui n'est que le rappel de l'enseigne-



ment constant de l'Église à propos de l'avortement.

Déjà, dès le premier jour de son voyage au Luxembourg, il s'était désolé, certes avec humour mais aussi fermeté, sur la dénatalité colossale dans cette partie de l'Europe. Toutefois, les interlocuteurs du Pape n'ont pas eu la même mansuétude à son égard, d'autant que le Pape a exprimé son souhait, ce qui n'est manifestement pas un hasard, le jour dit du droit à l'avortement en Belgique.

Alors que cela n'était pas prévu au programme, le Pape est allé se recueillir sur la tombe du roi Baudouin, au château de Laeken, en présence du roi Philippe et de la reine Mathilde. L'actuel souverain belge, dont on sait également la foi sincère qui l'anime, s'est inscrit dans les pas de son antédécesseur, en insistant sur le caractère privé de la démarche du Saint-Père, afin de ne pas froisser une opinion divisée sur un sujet aussi sensible.

De fait, le Pape a pris le contre-pied de la société et assurément dérouté ceux qui le saluaient jusqu'ici

pour son progressisme. Mais, pour François, l'immigré et l'enfant à naître c'est tout un, un être fragile que la société doit accueillir avec générosité.

Même s'il s'agit d'une volonté papale, la béatification du roi Baudouin n'est pas acquise. En tout état de cause, elle demandera du temps, et en l'occurrence, beaucoup de temps, car il est vraisemblable que l'Église locale ne se précipitera pas pour faire avancer le dossier qui n'aboutira certainement pas avant la fin du pontificat de François.

Pourtant, on se souvient de la phrase énigmatique du cardinal Daneels, lors de la messe de funérailles du roi Baudouin le 7 août 1993 : « *Un jour viendra où toute la dimension du secret du Roi sera révélée au monde* ». Or seul un procès en béatification de l'ancien souverain permettrait de dévoiler ce secret.

Cela permettrait aussi à l'ancien monarque de rejoindre la cohorte, où il aurait toute sa place, des grandes figures de sainteté nées ou ayant rempli leur apostolat dans le Plat Pays : qu'il s'agisse de Saint-Ursmer de Lobbes (644-713), évangéliste de la Flandre et du Hainaut, de Saint-Damien de Molokaï (1840-1889), l'inlassable défenseur des lépreux ou encore le Bienheureux Édouard Poppe (1890-1924), apôtre de l'eucharistie et de la mission.

Tous avaient leur secret qui n'est peut-être pas aussi mystérieux : leur Amour de Dieu et de leur prochain. ■



François devant la tombe du roi Baudouin.

46^e voyage apostolique du pape François

■ **Luxembourg :** Le 26 septembre, d'abord accueilli par le Grand-Duc Henri et la Grande-Duchesse Maria Teresa de Luxembourg ainsi que par le Premier ministre Luc Frieden au palais des congrès Cercle Cité de la Ville-Haute à Luxembourg, le Pape François a ensuite ouvert le jubilé marial consacré à Marie Consolatrice des affligés, patronne du Luxembourg, en la cathédrale Notre-Dame de Luxembourg.

■ **Belgique :** François a rencontré, le 27 septembre en soirée à la nonciature apostolique de Bruxelles, 17 victimes d'abus commis par des membres du clergé. Le 28, François s'est rendu dans la crypte de l'église Notre-Dame de Laeken, en présence du roi et de la reine des Belges, pour prier devant la tombe du souverain qui, en 1992, avait abdiqué pendant 36 heures pour ne pas signer la loi sur la légalisation de l'avortement. Le dimanche 29 septembre, lors de la messe au stade Roi-Baudouin à Bruxelles devant 38 000 fidèles, le Pape annoncé qu'il allait lancer le "*processus de béatification*" du roi Baudouin.